66e Année. — N° 16

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Nord & limit. 12.00 22.00 42.00
France,Belg. 13.00 24.00 46.00
Union post. 16.40 31.20 62.40

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1199 ; Inter, 34. — DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX — TOURCOING : Téléph. 37

66e Année. — N° 16

DIMANCHE
16
JANVIER 1921

Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

M. Briand chargé, après l'échec de M. Péret, de constituer le Ministère

CHRONIQUE

«Un Doigt dans l'Œil»

Gérard Baugilles lisait son courrier du matin : un mot de son éditeur ; une invitation à dîner. Il examina, en souriant à demi, une mince enveloppe, et l'ouvrit nerveusement :

« *Il a plu; l'air demeure embrumé sur le vallon. Nul reflet ne frétille dans le ruisselet où, souvent s'émiette le ciel; il est comme un miroir terni par une haleine. Tant mieux! Il m'intimide moins, ainsi. Je me penche vers lui; je lui confie que je vous aime: il ne me renvoie pas ma rougeur.* « ARIETTE. »

Depuis plusieurs années, presque chaque semaine, la poste apportait au romancier un billet mystérieux. L'écriture en était inégale. Il contenait, soit quelques lignes de tendresse, soit une pensée suggérée par ses œuvres, ou bien une louange délicate; parfois, une critique, que l'écrivain chiffonnait avec dédain, puis qu'il repêchait dans la corbeille à papiers, parce qu'il en sentait soudain la justesse.

Ariette... bizarre surnom! Tantôt il agaçait Baugilles comme un refrain obsédant, tantôt il lui remuait le cœur comme une vieille chanson de son enfance.

Qui était cette Ariette? Baugilles entrevoyait une femme désœuvrée, triste, seule... Une inconnue? Une amie? Il avait cherché en vain.

Sa fortune, celle de sa femme, lui permettaient de vivre largement ; il n'avait pas d'enfants. Il écrivait peu, sans but commercial.

L'habitude d'être adulé l'avait blasé sur les formules laudatives; il goûtait pourtant les billets calins d'Ariette; il les attendait.

Il enferma la lettre dans un tiroir de son bureau, et se dirigea vers sa bibliothèque.

Ne trouvant pas le renseignement qu'il désirait, il emplia peu à peu des livres sur son bras ; son fardeau glissa : soucieux des reliures, il fit un mouvement brusque pour rattraper les volumes, laissa tout tomber... et ne réussit qu'à s'entrer sottement un doigt dans l'orbite.

A moitié aveuglé, furieux de sa maladresse, il alla dans le cabinet de toilette, baigna l'œil malade ; puis il prit une glace-chevalet et s'en fut dans le boudoir de sa femme, où la lumière était franche, afin de vérifier si quelque cil ne demeurait pas sous une paupière.

Il s'installa devant un buvard ouvert sur la table... et resta stupéfait.

Parmi les traces d'écritures reflétées dans le miroir se détachait un mot : « Ariette ».

Aucun doute : c'était bien l'écriture inconnue!

Un porte-plume s'appuyait sur la gauche de l'encrier ; cette position exceptionnelle fit conclure à Baugilles :

« Elle écrit avec la main gauche ! »

Il remit le miroir en sa place, rentra dans son bureau, et songea...

Ainsi, ces billets savoureux, c'est sa femme, Nelly, qui les lui envoie... Il demeurait confondu d'étonnement.

En même temps, il se sentait mortifié de s'être à ce point trompé ; d'avoir soupçonné successivement presque toutes les femmes qu'il fréquentait, excepté une seule, la vraie!

Lui, un psychologue ! Il avait si mal jugé Nelly ?

Il avait épousé par raison cette petite fille timide, et, très vite, l'avait estimée provinciale, bonne ménagère, popote.

Il vivait à côté, mais très loin d'elle.

Il relut avec trouble les feuillets qu'il avait conservés ; une douceur, une grâce, et tant d'amour s'en dégageaient !

* * *

— Monsieur est servi !

Cette annonce le fit tressauter : il avait bien oublié l'heure.

Nelly l'attendait, conta l'emploi de sa matinée. Il l'écoutait, silencieux, observait sa fraîcheur, sa simplicité, la pureté de son regard ; il l'examinait avec tant d'insistance que, profitant de l' « exit » du valet, elle demanda timidement :

— Je suis mal coiffée?

— Non. Je te regarde... parce que tu es charmante.

Si peu habituée aux éloges, elle rit avec embarras, montrant ses dents toutes petites.

Après le déjeuner, il l'entraîna dans le bureau, s'assit près d'elle.

— Nell... j'ai travaillé sans relâche tout l'hiver, maintenant je vais me donner un peu de vacances.

Elle pensa tristement : « Je les connais, ses vacances ; il ira s'amuser sans moi, voyager sans moi, sous prétexte de documentation. »

— Viens-tu ce soir à la générale du Vaudeville ? Nous dînerons au cabaret.

— Je veux bien, répondit-elle en rosissant de plaisir.

Il caressait les cheveux bruns ondulés, partagés négligemment et noués sur la nuque.

— Tu ne sais pas, je projette une fugue en Espagne. Qu'en dis-tu ?

— ?...

— Nous partirons dans quinze jours ; dépêche-toi de faire tes préparatifs; nous irons en auto, à petites journées.

Elle n'osait comprendre.

— Noël, ça ne te tente pas ?

Cette fois elle devint pâle de joie et, se penchant avec ferveur sur le front de Gérard, le baisa.

— P'tit bêta... pas là !

Il lui saisit la tête et l'attira, comme une fleur dont on veut respirer le parfum...

* * *

... « D'où me vient cette vague de bonheur ? » pensait Nelly.

« Vais-je l'appeler Ariette ? » se disait Gérard. Mais c'était renoncer aux billets qu'il aimait.

« M'écrira-t-elle encore, si elle est heureuse ? »

Il résolut de se taire.

Nelly lui dit innocemment :

— Tu as mal aux yeux, Gérard ? Tes paupières sont un peu rouges, il me semble.

Il serra plus fort le corps souple blotti contre lui.

— Ce n'est rien... je me suis mis le doigt dans l'œil...

Anna MARLIANI.

INFORMATIONS

L'Inde, le pays des castes, se transforme. Elle aura désormais, tout en restant sous la domination de la Grande-Bretagne, un Conseil législatif à Madras.

En inaugurant cette Assemblée délibérante, le duc de Connaught, venu spécialement à cet effet, a dit : « L'heure est venue de laisser le peuple hindou se gouverner. »

Et dans son discours, aux représentants, il développa cette idée :

« L'Inde, déclara-t-il, a souffert dans le passé du conflit des religions; elle a souffert des distinctions existant entre les diverses classes sociales. Tout cela n'est que discussion, et discussion est synonyme de faiblesse; tout cela signifie contrainte et contrainte veut dire malheur. Il est indispensable que vous vous gouverniez vous-mêmes. »

*

Le Conseil des Musées nationaux, d'accord avec les exécuteurs testamentaires et la fondation Thiers, vient de décider de mettre en vente le collier de perles que Mme Thiers, la femme de l'ancien Président de la République, avait légué au Louvre par testament.

Le collier est formé de trois rangs de perles qui, au nombre de 145, pèsent 524 carats un quart ou 2.097 grains. Il se termine par un fermoir d'un rubis long serti dans un ornement découpé, entouré de douze gros chatons brillants.

Sa valeur — et la seule — est de plusieurs millions.

*

Il se peut que le prix des pétroles et essences augmente.

La Commission des pétroles et essences a constaté qu'une majoration par hecto de 20 fr. pour les essences et de 10 fr. pour les pétroles était devenue nécessaire par suite de la tension du change.

La décision « ad hoc » a été ajournée jusqu'au vote par le Parlement de la suppression du droit intérieur de circulation qui est de 20 fr. à l'hecto. Cette suppression permettrait, heureusement, de maintenir les prix actuels de vente des pétroles et de l'essence.

*

Un pur trouve un plus pur qui l'épure. Il paraît qu'à Moscou, Lénine et consorts sont dépassés par Djerzinsky. Celui-ci dirige à la fois les Commissions extraordinaires et la police de sûreté.

Son autorité est telle qu'il a réussi dernièrement à opérer des perquisitions chez des communistes notoires, tels que Lounatchansky et Tchitchérine.

*

Parmi les promotions dans la Légion d'honneur, on relève le nom de l'intendant Adrian, ancien inspecteur général des cantonnements, élevé à la dignité de grand-officier.

C'est à l'intendant Adrian que l'on doit le système de baraques qui fut employé par l'armée avec succès, et c'est à lui aussi que les poilus durent d'être protégés par un casque solide et commode qui sauva des milliers d'existences.

CHOSES & AUTRES

Il est des natures basses qui ne sont capables de vous aimer que si vous êtes gravement malade — non pas par un intérêt passionné pour votre personne, mais parce que votre état les met momentanément au-dessus de vous.

*

Tous les étrangers aiment la France — pendant qu'ils y sont.

*

La valeur morale d'une action est indépendante de son résultat; c'est ce qui doit nous consoler de bien des déceptions, et nous empêcher de nous réjouir de certains succès.

Le timbre de quittance pour le paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires

Le sous-secrétaire d'Etat a fait connaître à M. Inghels, député, en réponse à une lettre du Syndicat des Cabaretiers et Débitants de Tourcoing, que le timbre proportionnel de quittance est exigé lors du paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Il ne l'est pas pour l'acquit du droit de licence, la perception de l'impôt sur le chiffre d'affaires étant confiée à une administration autre que celle des contributions indirectes.

LA CRISE MINISTÉRIELLE

La renonciation de M. R. Péret

M. BRIAND ACCEPTE de FORMER LE CABINET

Les titulaires probables des divers portefeuilles

L'opinion publique est déçue. Le Cabinet Leygues étant tombé parce qu'il manquait de relief, elle escomptait que le futur ministère serait un grand ministère parce qu'y entreraient des personnalités politiques dont le passé permettrait de bien augurer pour la direction du gouvernement.

Le pays et les milieux parlementaires qui en sont l'émanation, réclamaient M. Poincaré. L'ancien Président de la République, aux conceptions si nettes sur la politique étrangère et sur l'application du Traité de Versailles, aurait pu rendre au Quai d'Orsay des services précieux à la France.

Il est profondément regrettable que la manière de voir de M. Poincaré touchant les grands problèmes extérieurs se soit heurtée à celle toute différente d'autres hommes du jour. C'est pourquoi le sénateur de la Meuse n'a pu accepter de faire partie d'une combinaison Raoul Péret.

Et M. Raoul Péret lui-même, devant les difficultés rencontrées sur son chemin, a abandonné la tâche de former le ministère.

Voici M. Briand qui accepte d'être le Président du Conseil de demain et recherche à son tour les éléments d'un grand ministère. Sa combinaison n'est ébauchée. Des personnalités sympathiques y figurent : MM. Dausset, Doumer ou Loucheur pour les Finances; M. Barthou à la Guerre, M. Daniel Vincent au Commerce, lui encore ou bien M. Loucheur, aux Régions libérées. Le portefeuille des Affaires étrangères, M. Briand se le réserve.

Les pourparlers continuent. Dimanche, ce grand ministère attendu sera peut-être formé. Souhaitons qu'il soit non seulement grand en noms, mais aussi en actes.

La matinée de M. Raoul Péret

Paris, 15 janvier. — Le Président de la Chambre a continué, samedi, dès neuf heures, ses démarches en vue de former un Cabinet.

M. PAUL DOUMER
ancien président de la Chambre

Il s'est entretenu successivement avec MM. Gaston Vidal, Doumergue, Touron, de Selves, Galli, Chassaigne-Goyon, Ossola.

Rien n'a transpiré jusqu'alors des conversations envisagées au cours de la matinée.

A midi, M. Péret renonce à poursuivre sa mission

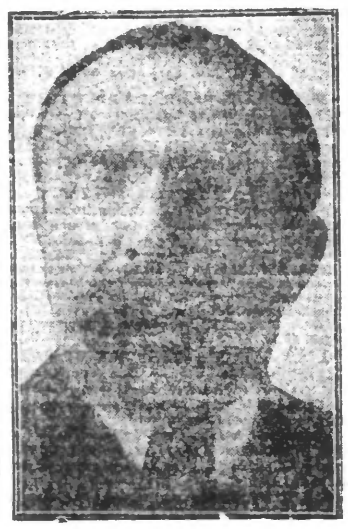
IL ANNONCE SA DECISION A M. MILLERAND

Paris, 15 janvier. — M. Raoul Péret s'est rendu à midi un quart à l'Elysée.

Il a exposé au chef de l'Etat les difficultés qu'il avait rencontrées pour l'accomplissement de sa mission.

Ces difficultés lui paraissant insurmontables, le Président de la Chambre se voit dans la nécessité de ne pas poursuivre plus avant ses négociations.

En sortant à 12 h. 30 de l'Elysée, il déclara aux journalistes : « C'est fini! Je viens



M. LOUIS BARTHOU
ancien président du Conseil

d'informer le Président de la République que je ne pouvais constituer le Cabinet. Vous savez que je suis un modeste, mais je ne peux tout de même pas, comme président de la Chambre, former n'importe quel Cabinet. »

Les raisons du refus

UN COMMUNIQUÉ DE LA PRÉSIDENCE DE LA CHAMBRE

Paris, 15 janvier. — La présidence de la Chambre communique la note suivante :

M. Raoul Péret a été amené à constater qu'un Cabinet auquel des hommes comme M. Poincaré et M. Viviani ne pourraient apporter leur concours, n'avait plus le caractère d'Union nationale que, dès le début, il avait voulu lui donner et ne renfermait pas les éléments de durée qui lui paraissaient indispensables.

M. Raoul Péret a estimé que le président de la Chambre, en raison même de ses hautes fonctions et de l'union qui s'était faite sur son nom, le 11 janvier dernier, ne pouvait accepter de présider un ministère qui, par sa composition, ne donnerait pas cette double garantie.

A midi ou quart, M. Raoul Péret est donc allé rendre compte à M. Millerand du résultat de ses démarches, et l'a prié de considérer sa mission comme terminée.

Pourquoi M. Poincaré, appelé cependant par l'opinion publique, ne ferait partie d'aucun ministère

DEUX VERSIONS EXPRIMÉES

Paris, 15 janvier. — Il paraît inconcevable à l'opinion publique qui appelait ardemment M. Poincaré à un poste éminent dans le gouvernement, que l'ancien président de la République se soit récusé tant pour le portefeuille des affaires étrangères que pour celui des finances.

La vérité, dit-on dans des milieux bien informés, est que M. Poincaré a été récusé. Deux versions circulent qui laissent supposer que la politique française se trouve en tutelle.

M. Poincaré, affirment d'aucuns, serait écarté des Affaires étrangères comme le fut M. Delcassé, son prédécesseur en 1905. Cette fois, ce n'est plus l'Allemagne qui oppose un « veto », mais l'Angleterre. C'est la défaveur de M. Lloyd George qui aurait suffi aujourd'hui à prononcer cette exclusive extraordinaire.

D'autres affirment avec non moins d'assurance que M. Millerand n'a pas du tout l'intention de faire appel à M. Poincaré. On en déduit qu'il veut que le Cabinet fasse ou continue de faire sa propre politique.

Est-elle en contradiction avec celle de M. Poincaré? Oui, ajoute-t-on; la politique de M. Poincaré, au point de vue de l'exécution du Traité de Versailles, est celle des réalisations immédiates, tandis que celle de M. Millerand est une politique d'attente.

Ces révélations ont ému considérablement les milieux parlementaires. Que ce soit la première version qui soit exacte, ou la seconde, ou peut-être toutes les deux, on s'insurge à l'idée que de telles considérations écartent M. Poincaré d'une fonction où il était appelé à rendre à la France d'immenses services.

M. Briand appelé à l'Elysée

IL EST PRIÉ ET ACCEPTE DE FORMER UN NOUVEAU MINISTÈRE

Paris, 15 janvier. — M. Briand, mandé par M. Millerand, est arrivé à 15 h. 30 à l'Elysée. Il s'est entretenu avec le Président de la République jusqu'à 16 h.

En quittant l'Elysée, M. Briand a fait aux membres de la Presse la déclaration suivante :

« Nous avons examiné la situation. Le Président de la République m'a prié de l'envisager personnellement. C'est ce que je veux faire. »

A 18 h., M. Briand, après avoir réfléchi, annonçait qu'il acceptait d'effectuer les démarches en vue de constituer un ministère.

Une composition semi-officielle du futur Cabinet

Paris, 15 janvier. — Voici, avant qu'elle soit officielle, la liste qu'on donne dans les couloirs, pour le futur ministère :

Présidence du Conseil, Affaires étrangères, M. Briand; Justice : Un sénateur; Finances : MM. Dausset ou Doumer, sénateurs, avec M. de Lasteyrie, député au Trésor; Intérieur : M. Marraud, sénateur du Lot-et-Garonne, avec MM Rollin ou Celrat, comme sous-secrétaire d'Etat; Guerre : M. Barthou avec M. Paté, comme sous-secrétaire d'Etat; Marine : M. Guisthau; Instruction publique : M. Léon Bérard; Commerce : M. Daniel Vincent; Travaux publics : M. Le Trocquer; Colonies : M. Sarraut; Travail et Hygiène : M. Bonnevay; Régions libérées : M. Loucheur; Pensions : M. Maginot; Agriculture : M. Leredu.

UNE PROPOSITION ALLEMANDE A LA FRANCE

Marché de dupes si nous l'acceptons

Londres, 15 janvier. — La « Morning Post » écrit dans son éditorial :

Le bruit court que l'Allemagne se propose de demander qu'on lui laisse la Haute-Silésie et, en retour, Berlin ferait une offre très satisfaisante à la France au sujet des réparations et proposerait, en outre, d'organiser une armée pour combattre le bolchévisme.

Si ce bruit est fondé, un tel arrangement ne pourrait être pour la France qu'un marché de dupe qui permettrait à l'Allemagne de redevenir une nation armée, de rétablir son prestige et de préparer sa revanche.

La Haute-Silésie est le véritable arsenal de l'Allemagne et lui est indispensable, si elle nourrit des projets agressifs; mais elle n'est pas nécessaire à une Allemagne pacifique.

Petites Nouvelles

*** Le commandant de la marine américaine, amiral Hase, est à Paris pour une huitaine de jours.

*** Des inspecteurs de la police judiciaire ont arrêté à Paris, quatre individus qui se rendaient dans les régions dévastées où ils comptaient vendre les recettes de doublés d'objets et de fils téléphoniques. Le chef de la bande, Marcel Benoit, se faisait passer pour avocat, et, à ce titre, donnait des consultations.

*** A Gien, l'inauguration du monument au général Oudinot ont commencé, samedi, à St-Raphaël (Var). C'est le général Mac-Mahon qui les préside.

*** Pour dissimulation de bénéfices de guerre, M. Ferdinand Cattrel, industriel, rue Orsel, à Paris a été arrêté.

*** Le 12e déjeuner de la Fédération des industriels et des commerçants français a eu lieu à Paris. M. Armand Goffin, ingénieur, a fait une conférence sur « la reprise de la vie économique en Belgique ».

*** En gare de Pont-à-Mousson, Lucien Gerber, brigadier à la Compagnie de l'Est et la femme Noémie Morel ont été broyés par un train de marchandises.

*** M. Millerand, président de la République, s'est rendu, samedi après-midi, à la séance de l'Académie des sciences morales et politiques. Il a fait l'éloge de son prédécesseur, l'avocat Maurice Sabatier. Le baron Descamps, ministre d'Etat de Belgique, assistait à la séance.

*** Le personnel autrichien des P.T.T. est en grève depuis samedi matin.

*** Une réunion de protestation contre les taxes qui frappent les cinémas a eu lieu à Paris. Des délégués des fédérations provinciales y assistaient.

*** M. Deguise, député de l'Aisne, a demandé, par une lettre adressée au Ministre de la Guerre, l'exemption de l'envoi en Orient des soldats originaires des pays envahis.

*** Le ministre allemand de la Reichswehr fait savoir que la diminution des effectifs à 100.000 hommes a été accomplie, conformément au traité de Versailles.

*** L'exportation de la laine est libre, jusqu'à nouvel ordre, en Tunisie.

*** A partir du 1er mars, le rôle de répartition du bureau national des charbons cessera.

*** A Cette, un convoyeur des postes, M. Léon Fréchet, a été assassiné dans sa voiture. De nombreux sacs de dépêches ont disparu.

*** Les communistes milanais ont occupé plusieurs établissements industriels. Mais à l'arrivée des gardes royaux et des carabiniers, ils ont quitté les usines.

*** M. Frédéric de Largentaye, ancien député des Côtes-du-Nord, est décédé à Paris.

*** Pour violation des dispositions de la loi du 3 avril 1918, réglementant l'exportation des capitaux, deux personnes ont été condamnées, à Paris, à des amendes se totalisant par 70.000 francs.

LA CAPACITÉ DE PAIEMENT DE L'ALLEMAGNE

La réponse du Reich aux quarante-et-une questions

Berlin, 15 janvier. — Le gouvernement allemand fait connaître officiellement sa réponse aux quarante-et-une questions posées par les gouvernements de l'Entente, en vue de la Conférence de Bruxelles.

Il y est dit en substance :

Le gouvernement espère enrayer l'émission croissante de papier-monnaie, laquelle atteint mensuellement deux milliards et demi de marks environ, par la meilleure rentrée des impôts.

Le gouvernement allemand fait tout son possible en pratiquant une extrême économie pour endiguer l'accroissement de la dette flottante et s'applique à émettre surtout des bons du Trésor jusqu'à ce que la consolidation de la dette flottante devienne possible.

Le taux des impôts a été adapté le plus possible à l'augmentation de valeur de la propriété immobilière et à la dépréciation de l'argent.

On espère que les rentrées d'impôts répondront aux prévisions; toutefois, une partie ne rentrera qu'après le 31 mars.

Nos Feuilletons

Nous commencerons prochainement la publication d'un roman des plus mouvementés

Diane-la-Pâle

PAR JULES MARY

Avant la 43e fête fédérale de l'Union des Sociétés de gymnastique de France, à Lille

Un DINER OFFERT aux REPRÉSENTANTS DE LA PRESSE DU NORD

On sait qu'à la mi-mai prochaine se tiendra, à Lille, la 43e fête fédérale des Sociétés de gymnastique de France. Près de 400 Sociétés lui ont déjà à l'heure actuelle, promis leur concours, ce qui représente au moins 25.000 gymnastes. En même temps, et sur l'initiative du président du Conseil général du Nord, une grande journée des œuvres sociales viendra faire preuve de l'étonnante activité de notre grande région dans l'amélioration de la vie publique. M. Millerand, président de la République, donnera à ces fêtes la consécration de sa présence.

Pour y préparer l'opinion, le Comité organisateur a demandé l'appui, qui n'était pas douteux, de la Presse du Nord. Rendant hommage à une antique coutume qui veut que les meilleures collaborations se scellent autour d'une table de banquet, il a eu la très délicate pensée de convier les représentants des journaux du Nord à un dîner amical pour leur exprimer ce qu'il souhaite de leur bienveillance. Cette petite fête s'est passée samedi soir à l'Hôtel de l'Europe, à Lille, sous la présidence de M. Cyrille Wachmar, président de l'Association des Gymnastes de la Région du Nord, l'apôtre de la gymnastique dans nos provinces. Il était entouré de MM. Vancauwenberghe, président du Conseil général; Molthy, adjoint au maire de Lille; le lieutenant-colonel Mascarel, du 6e chasseurs à cheval; Emile Ferré, président de l'Association professionnelle des Journalistes du Nord; Plesvaux, directeur de la « Roubaisienne »; Grimpret, ingénieur départemental; Capra, directeur de l'Enseignement primaire; Rates, directeur du Conservatoire de Lille; Pax, Vanbroucke, secrétaire du Comité d'organisation; les membres du Comité; les représentants des journaux de Lille et du « Journal de Roubaix ».

Au dessert, M. Wachmar, en termes très cordiaux remercie la Presse du Nord d'avoir bien voulu répondre à son appel. Il lui demande son concours entier pour la grande cause de l'Education physique, dont la guerre a fait apparaître à tous les yeux la nécessité, car elle a montré le déchet physique que plus d'hygiène eût diminué. D'ailleurs, la fête fédérale est importante aussi pour la région du Nord, dans laquelle elle amènera beaucoup de visiteurs qui constateront nos dévastations.

M. Vantauwenberghe rend hommage à la Presse du Nord, sans distinction d'opinion, qu'il n'a jamais vue inférieure à la tâche de dévouement qui lui était demandée. Il voit dans cette fête une occasion pour le Nord de montrer qu'il sait son devoir d'Etat, qu'il n'a pas été obnubilé par la tâche de la reconstitution.

M. Emile Ferré a fait dans la forme du plus charmant apologue l'éloge de M. Wachmar. Nos colonnes — cela va sans dire — vous sont ouvertes, messieurs, dit-il, et nos cœurs aussi...

M. Molthy a dit toute sa foi en l'éducation physique devant laquelle disparaît en lui toute considération politique.

DERNIÈRE HEURE

La Crise Ministérielle

L'APRÈS-MIDI A LA CHAMBRE

M. Briand s'entretient avec les chefs de groupes

Paris, 15 janvier. — Les conciliabules des journées précédentes ont continué, cet après-midi, à la Chambre.

M. Briand, chargé par M. Millerand de former le nouveau Cabinet, s'est installé à la présidence de la Chambre pour s'entretenir avec les chefs de groupe.

Le bruit avait d'abord couru que M. Briand voulait bien former le Cabinet, mais n'en acceptait pas la présidence; il prendra, disait-on, les Affaires étrangères, mais lorsqu'il aura mis sur pied une combinaison, il désignera un président du Conseil à M. Millerand.

Ce bruit était inexact; M. Briand travaille pour son compte.

Le groupe de l'Entente maintient sa demande de garanties pour les ministères de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Ces garanties lui seraient données. M. Léon Bérard, républicain de gauche, irait à l'Intérieur avec M. Rollin, du groupe de l'Entente, comme sous-secrétaire d'Etat. M. Guisthau, de la Gauche démocratique, prendrait le portefeuille de l'Instruction publique.

M. Briand se ferait fort également d'obtenir du Sénat le vote du projet de loi sur la reprise des relations avec le Saint-Siège. Lorsqu'il a demandé l'ajournement à la Chambre, il voulait simplement, aurait-il dit, éviter que la question ne vînt avant les élections sénatoriales.

Une déclaration de M. Briand à 23 heures

Paris, 15 janvier. — M. Briand a reçu, au « Journal Officiel », à 22 h. 15, les représentants de la presse. Il leur a fait la déclaration suivante :

Je ne puis pas vous dire que le ministère est constitué. J'ai passé l'après-midi et une partie de la soirée en démarches et en consultations.

J'ai conféré avec une certain nombre de personnalités politiques dont plusieurs m'ont promis leur concours éventuel, sauf attribution à faire des divers portefeuilles.

J'ai vu notamment MM. Barthou, Doumer, Arago, Loucheur, Léon Bérard, Bonnevay et Leredu.

J'irai demain à 11 heures à l'Elysée et j'espère pouvoir annoncer au Président de la République que je suis en mesure de constituer le Cabinet.

La constitution à peu près définitive

DEUX DÉPUTÉS DU NORD SERAIENT MEMBRES DU GOUVERNEMENT : MM. LOUCHEUR ET DANIEL-VINCENT

Paris, 16 janvier, 1 heure matin. — De l'*Agence Havas*, et d'après les indications recueillies dans la soirée, bien que M. Briand n'ait pas encore réglé l'attribution définitive des portefeuilles entre ses futurs collaborateurs, il semblerait que le ministère doive présenter la composition suivante :

Présidence du Conseil, Affaires étrangères : M. Aristide Briand; Justice : M. Raiberti; Intérieur : M. Marraud; Guerre : M. Barthou; Marine : M. Doumer; Finances : M. Charles Dumont et M. de Lasteyrie, sous-secrétaire d'Etat; Instruction publique : M. Léon Bérard; Colonies : M. Sarraut; Commerce : M. Guisth'au ou M. Dior.

Travaux publics : M. Le Trocquer; Agriculture : M. Dior ou Guisthau; Régions libérées : M. Loucheur; sous-secrétaire d'Etat : M. Leredu; Travail : M. Bonnevay; Pensions : M. Maginot; Santé publique : M. Daniel Vincent.

M. Rollin serait au nombre des sous-secrétaires d'Etat. M. Bonnevay à qui aurait été offert le portefeuille de la Justice aurait préféré pour convenances personnelles celui du Travail.

Le bruit d'un cabinet Jonnart - Briand

Paris, 15 janvier. — On avait annoncé la probabilité d'un cabinet Jonnart-Briand.

C'était un bruit sans fondement, le sénateur du Pas-de-Calais s'étant d'ailleurs embarqué pour l'Egypte.

LA CONFÉRENCE DES ALLIÉS

Son ajournement n'est pas encore décidé

Paris, 15 janvier. — Un communiqué officieux de l'Agence Radio dit qu'on peut annoncer que, contrairement au bruit qui avait couru, la France n'a nullement demandé l'ajournement de la Conférence interalliée qui doit se tenir le 19 janvier à Paris.

La visite de Mme Millerand aux Régions dévastées

A CLERMONT-EN-ARGONNE

Bar-le-Duc, 15 janvier. — Après la visite de l'Aisne et de la Marne, Mme Millerand est arrivée aujourd'hui, vers 9 heures, à Clermont-en-Argonne.

Elle est descendue à l'école et suivie de tous les enfants, qui lui formaient un gracieux cortège, elle s'est rendue à l'hôpital où elle a visité les malades qui lui ont offert des gerbes de fleurs.

Mme Millerand a remis à Sœur Gabrielle, supérieure de l'établissement, une certaine somme pour les pauvres et les malades.

Elle est ensuite revenue à l'école, où elle a distribué des colis de vêtements et de friandises.

Mme Millerand est repartie en automobile pour Paris, accompagnée par les acclamations de la population de Clermont-en-Argonne.

L'AGITATION COMMUNISTE EN AUTRICHE

Les Soviets, dit une nouvelle non confirmée, ont été proclamés à Vienne

Berlin, 15 janvier. — La grève des Postes en Autriche est générale. On ne peut plus téléphoner ni télégraphier avec Vienne. Le bruit court avec persistance, mais sans être confirmé, que les Soviets ont été proclamés à Vienne.

COURTES DÉPÊCHES

— Le « Journal Officiel » publie la nomination de M. Aliez, précédemment préfet d'Ille-et-Vilaine, comme préfet du Bas-Rhin.

— A la Conférence des délégués belges et allemands à Bruxelles, les Allemands ont dénoncé définitivement la convention Erzberger sur les marks; ils refusent de négocier sur ses bases.

*** Au cours d'une violente bourrasque, une barque a sombré en vue du port d'Ostende. Deux marins ont été noyés.

MARCHÉS DES CHANGES A L'ETRANGER

Londres : Sur Paris, 61.305, sur Bruxelles, 50.375; escompte hors banque, 5 11/16; prêts à court terme, 5 0/0. — Alexandrie : Sur Londres, 97 1/2. — Genève : Sur Paris, 30, 1375; sur Londres, 25.05; sur Belgique, 41.15. — Amsterdam : clôt. — Bruxelles, clôt. — Rome : Sur Paris, 171.50. — Barcelone : Sur Paris, 46.